

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Réf : 2015-20

Accord-cadre "Fourniture et acheminement
d'électricité et services associés sur le périmètre
de la région Bourgogne"

GROUPEMENT DE COMMANDES

Date et heure limites de réception des offres
Le vendredi 29 janvier 2016 à 12h00

Règlement de la Consultation

SOMMAIRE

Article 1 ^{er} - Présentation du groupement de commandes	3
Article 2- Objet et étendue de la consultation	3
2.1 - Objet de la consultation	3
2.2 - Etendue de la consultation	3
2.3 - Allotissement de l'accord-cadre	4
2.4 - Conditions de participation des concurrents	4
2.5 - Nomenclature communautaire	4
Article 3 - Conditions de la consultation	4
3.1 - Durée de l'accord-cadre	4
3.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives	5
3.3 - Délai de validité des offres pour l'accord-cadre	5
3.4 – Modification de détail au dossier de consultation	5
3.5 - Mode de règlement des marchés subséquents et modalités de financement.....	5
3.6 – Conditions particulières d'exécution	5
Article 4 - Dossier de consultation des entreprises	5
4.1 – Contenu du dossier de consultation des entreprises	5
4.2 – Condition d'obtention du dossier de consultation des entreprises.....	6
Article 5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Pièces de la candidature :	7
5.2 - Pièces de l'offre au stade de l'accord-cadre:	8
5.3 - Pièces de l'offre au stade des marchés subséquents:	9
Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres.....	9
6.1 – Au stade de l'accord-cadre	9
6.2 – Au stade des marchés subséquents.....	12
Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis	13
7.1 – Transmission sous support papier	13
7.2 – Transmission électronique	13
Article 8 : Demande de renseignements.....	16
Article 9 : Procédures de recours.....	16

Article 1^{er} - Présentation du groupement de commandes

La présente consultation concerne :

Accord-cadre
«Fourniture et acheminement d'électricité et services associés sur le périmètre de la
région Bourgogne»
Groupement de commandes

Cet accord-cadre est lancé en groupement de commandes. Les membres composant le groupement de commandes sont indiqués à l'annexe 1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Coordonnateur du groupement de commandes :

Syndicat Intercommunal d'Énergies, d'Équipement et d'Environnement de la Nièvre
7-8 place de la République
CS 10 042
58 027 NEVERS CEDEX
Tél : 03.86.59.76.90
Fax : 03.86.59.76.99
Courrier électronique : contact@sieeen.fr

A ce titre, il assure les phases de préparation, de passation, d'attribution, de signature, de notification de l'accord-cadre et des marchés subséquents.
Les membres du groupement de commandes sont chargés d'exécuter les marchés subséquents pour ce qui les concerne.

Article 2- Objet et étendue de la consultation

2.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la conclusion, pour le compte du groupement de commandes, d'un accord-cadre pour la fourniture et l'acheminement d'électricité alimentant les Points de Livraison des membres du groupement. Les marchés subséquents seront passés sur la base de cet accord-cadre.

La procédure d'accord-cadre et de ses marchés subséquents est conclue sans engagement de montants ou de quantités conformément à l'article 76. VIII du Code des marchés publics.

Lieu(x) d'exécution : périmètre de la région Bourgogne

Les lieux de livraison des prestations correspondent aux Points de livraison de chacun des membres du groupement.

2.2 - Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles 33 et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Cette consultation sera passée en application de l'article 76 du Code des marchés publics relatif aux accords-cadres.

Il s'agit d'un accord-cadre sans minimum, ni maximum conclu avec plusieurs titulaires, au moins au nombre de trois, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Les marchés subséquents issus du présent accord seront attribués dans les conditions définies au CCAP.

2.3 - Allotissement de l'accord-cadre

Il est prévu un allotissement en 3 lots, décomposés comme suit :

- Lot 1 : Points de livraison profilés identifiés, dénombrés et évalués à titre indicatif en volume de consommation à l'annexe 1 du présent CCAP (segments C3 et C4) ;
- Lot 2 : Points de Livraison en courbe de charge identifiés, dénombrés et évalués à titre indicatif en volume de consommation à l'annexe 1 du présent CCAP (segments C1 et C2) ;
- Lot 3 : Points de livraison profilés raccordés en BT d'une puissance inférieure à 36 kVA identifiés, dénombrés et évalués à titre indicatif en volume de consommation à l'annexe 1 du présent CCAP (segment C5).

2.4 - Conditions de participation des concurrents

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire de l'accord-cadre est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, le paiement est effectué sur un compte unique. Celui-ci doit être un compte conjoint entre les membres du groupement.

2.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale
09310000-5 Electricité

Article 3 - Conditions de la consultation

3.1 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée à l'acte d'engagement et à l'article 4.1 du C.C.A.P.
La date prévue pour le début de fourniture est le 1^{er} juillet 2016.

3.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

3.3 - Délai de validité des offres pour l'accord-cadre

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.4 – Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être transmises aux candidats au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.5 - Mode de règlement des marchés subséquents et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Le financement est assuré par les ressources budgétaires propres de chaque membre du groupement de commandes.

Les délais de paiement sont précisés à l'article 12.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Dans le respect des règles prévues par la comptabilité publique, le règlement peut faire l'objet d'un paiement sans mandatement préalable, sur décision du Membre.

3.6 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Code des marchés publics.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article 15 du Code des marchés publics.

Article 4 - Dossier de consultation des entreprises

4.1 – Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation, au stade de l'accord-cadre, contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement (A.E.) ;
Annexe n°1 : Cadre du mémoire technique
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents et ses documents annexés ;
Annexe n°1 : Liste des Membres du groupement de commandes et comptables publics assignataires

Annexe n°2 : Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison

Annexe n°3 : Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents et ses documents annexés ;
 - Annexe n°1 : Liste des points de livraison
 - Annexe n°2 : Contenu de la facture groupée
 - Annexe n°3 : Contenu de la facture détaillée
 - Annexe n°4 : Ordre de service relatif à la modification de la version tarifaire et/ou des puissances au TURPE
 - Annexe n°5 : Tableau des délais d'exécution des prestations
 - Annexe n°6 : Modèle mandat d'accès à l'outil de suivi en ligne
- L'acte constitutif du groupement de commandes pour l'achat d'énergies sur le périmètre de la région Bourgogne ;

Le dossier de consultation, au stade des marchés subséquents, contient les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Spécifiques (CCS)

4.2 – Condition d'obtention du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet web <http://www.e-bourgogne.fr>

Profil acheteur : <http://www.e-bourgogne.fr>

Pour accéder à la plateforme, les soumissionnaires devront respecter les pré-requis techniques suivants :

Pour les navigateurs Internet (versions minimum et supérieures) :

- Firefox Mozilla 3.6
- Internet Explorer 7
- Chrome 8
- Opera 10.60
- Safari 4
- JAVA 6 Update 10.

La dernière version de Java est disponible dans la rubrique Utilitaires du site marches-securises.fr

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip par exemple)

- Portable Document Format .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader par exemple)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, OpenOffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- Les fichiers d'images sous format .bmp, .jpg, .gif
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat peut renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

Le candidat pourra télécharger le dossier de consultation sur le site , sans s'identifier. Néanmoins, s'il souhaite être informé des modifications qui pourraient être apportées au dossier de consultation il lui est conseillé de fournir une adresse mail valide et usuelle avant le téléchargement ou de s'inscrire sur le site.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique ou papier ne sera admise.

Article 5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

5.1 - Pièces de la candidature :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Code des marchés publics :

- Une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants: imprimé DC1 dûment complété et signé (signature de façon manuscrite en original en cas de transmission papier ou signature électronique en cas de transmission dématérialisée), ou papier libre apportant l'intégralité des renseignements demandés au DC1, y compris la déclaration sur l'honneur en application de l'article 43 du Code des marchés publics (ATTENTION : une signature tampon ou scannée ne vaut ni signature manuscrite originale, ni signature électronique (**Version mise à jour du 25/08/2015 intégrant les dispositions de la loi du 4 août 2014 sur l'égalité réelle entre les hommes et les femmes**))
- Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire

ou procédure équivalente pour les candidats étrangers (cadre D2 du DC2 à remplir si utilisation du document)

- Le pouvoir habilitant le signataire des pièces de la candidature et/ou du marché à représenter l'entreprise (cadre C1 du DC2 à remplir si utilisation de ce document)

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (cadre D1 du DC2 à remplir si utilisation de ce document)

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principales fournitures effectuées au cours des trois dernières années dans des prestations similaires, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, avec notamment :
 - o Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Copie de l'autorisation de fourniture d'électricité délivrée par le Ministère chargé de l'énergie conformément à l'article 12 de la loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En application de l'article 57-V-2 du Code des Marchés Publics, le candidat présente un seul exemplaire des documents relatifs à leur candidature.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 4 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

5.2 - Pièces de l'offre au stade de l'accord-cadre:

- L'Acte d'Engagement (AE) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat et dument signé et revêtu du cachet de la société,
- Le mémoire technique qui devra respecter le cadre demandé par le pouvoir adjudicateur dans l'annexe n°1 au Règlement de la Consultation
- Modèles de facture simple, regroupée et d'annexe,
- Tableau des délais d'exécution des prestations (annexe 5 au CCTP)

Le candidat établira son offre sur la base des informations fournies en annexe 1 du CCTP « liste des points de livraison ». Ces informations ont été collectées auprès des membres et du distributeur.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

Lorsque le candidat soumissionne seul à plusieurs lots de l'accord-cadre, il peut ne transmettre qu'un seul exemplaire du mémoire technique commun à l'ensemble des lots auxquels il soumissionne en le précisant expressément sur ce dernier (avec la mention « mémoire technique commun à tous les lots soumissionnés ») dans la mesure où il différencie clairement les différences sur chaque lot de l'accord cadre.

Toutefois, lorsque la composition des membres d'un groupement d'opérateur économiques diffère selon les lots auxquels il candidate, le groupement doit produire un mémoire technique pour chaque lot.

5.3 - Pièces de l'offre au stade des marchés subséquents:

Pour chaque lot :

- L'Acte d'Engagement (AE) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat et dûment signé et revêtu du cachet de la société,
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU) complété et signé : remis sous format xls ou équivalent sur la plate-forme dématérialisée ;

Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 52, 53 et 55 du Code des marchés publics et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères relatifs à la candidature sont :

Garanties et capacités professionnelles, techniques et financières

6.1 – Au stade de l'accord-cadre

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées, étant précisé qu'est :

- inappropriée, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre,
- irrégulière, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation,
- inacceptable, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

L'analyse des offres s'effectue en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- Facturation : 40% de la note
- Service Clients : 40% de la note
- Espace Clients : 20% de la note

Les sous-critères de notation sont classés par type de critère. Le type de sous-critère définit la méthodologie de notation :

- **Sous-critères de type 1** : la réponse attendue est un nombre ou un pourcentage. Le candidat ayant soumis la réponse la plus élevée se verra attribuer le nombre de points maximum. Le nombre points obtenu par les autres candidats sera obtenu par une règle de trois (Nombre de points maximum / Réponse ayant obtenue le maximum de points x Réponse)
- **Sous-critère de type 2** : la réponse attendue est un nombre ou un pourcentage. Le candidat ayant soumis la réponse la plus basse se verra attribuer le nombre de points maximum. Le nombre points obtenu par les autres candidats sera obtenu par une règle de trois (Nombre de points maximum / Réponse x Réponse ayant obtenue le maximum de points)
- **Sous-critère de type 3** : la notation apportée est du type OUI ou NON et est établie en fonction des éléments détaillés fournis par le candidat dans son mémoire technique. Les candidats dont la réponse est OUI se verront attribuer le nombre de points maximum. Les autres candidats se verront attribuer zéro point

Décomposition du critère Facturation (40% de la note finale) :

Sous-critères	Points de notation	Nombre de points maximum	Type de sous-critère
Performance du système de facturation	Nombre de Points de livraison > 36 kVA en offre de marché facturés (par mois)	20	1
Facturation	Complétude de la facture et de ses annexes par rapport aux exigences du CCTP	80	1

Décomposition du critère Service Clients (40% de la note finale) :

Sous-critères	Points de notation	Nombre de points maximum	Type de sous-critère
Service client	Interlocuteur unique et nominatif	15	3
	Nombre d'équivalent temps plein assurant le suivi des membres	20	1
	Nombre de membres bénéficiant d'une réunion bilan physique	25	1
	Délai moyen (en jours) de réponse aux sollicitations Clients et de transmission de données (annexe 5 du CCTP)	40	2
	Pour chaque délai non renseigné à l'annexe 5 du CCTP, le candidat se verra retirer deux points sur ce critère. La note ne pourra être négative.		

Décomposition du critère Espace Clients (20% de la note finale) :

Sous-critères	Points de notation	Nombre de points maximum	Type de sous-critère
Richesse de l'Espace Clients	Visualisation des consommations	5	3
	Visualisation de la dépense	5	3
	Complétude de l'export de données sous format tableur par rapport aux exigences de l'annexe 3 du CCTP	30	1
	Durée moyenne de stockage des données à compter du dépôt (en années)	10	1
	Durée moyenne de stockage des données à compter de la date de fin du marché (en années)	10	1
	Délais moyen de mise à disposition des données sur l'espace client (annexe 5 du CCTP) Pour chaque délai non renseigné à l'annexe 5 du CCTP, le candidat se verra retirer cinq points sur ce critère. La note ne pourra être négative.	15	2
Ergonomie et sécurité de l'Espace Clients	Accès personnel sécurisé par identifiant et mot de passe	10	3
	Présence d'une procédure de récupération des mots de passe perdus	5	3
	Possibilité de paramétrer des utilisateurs secondaires	5	3
	Sécurisation de l'Espace Clients par protocole SSL	5	3

Les modalités d'appréciation de chaque critère sont explicitées dans la trame du mémoire technique.

Il est porté à l'attention des candidats que le calcul de la valeur technique de leur offre s'effectuera uniquement sur la base du mémoire technique qu'ils remettront. Le respect du cadre du mémoire technique (annexe 1 à l'Acte d'Engagement) permet ainsi de s'assurer qu'aucun des éléments demandés n'est oublié.

Afin de garantir la qualité technique des prestations fournies aux Membres et Bénéficiaires, seront éliminés :

- Les candidats obtenant une note globale inférieure à 60 / 100
- Les candidats obtenant une note inférieure à 60 / 100 sur le critère « Facturation »
- Les candidats obtenant une note inférieure à 60 / 100 sur le critère « Service Clients »

Tous les autres candidats seront attributaires de l'accord-cadre. Les candidats retenus au stade de l'accord-cadre seront remis en concurrence lors de chaque survenance du besoin objet de l'accord cadre.

Le ou les candidats attributaires de l'accord-cadre produiront les certificats et attestations des articles 46-I et 46-II du Code des marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

6.2 – Au stade des marchés subséquents

Au stade des marchés subséquents, l'offre économiquement la plus avantageuse sera attribuée au regard des critères suivants :

Valeur financière : 90 %

Pour chaque n°j de mise en concurrence (n° du lot) où $j \in \{1,2,3\}$, la valeur économique (VEj) est calculée de la façon suivante sur la base des prix de fourniture (i) et prix unitaire renseignés par le candidat dans le bordereau des prix unitaires :

$$VE_j \text{ HTT} = \left[\sum_{i=1}^{18} (PF(i)_j \times Vref(i)_j) + PG_j \times (10\% \times Vref_j) \right]$$

Avec :

VEj HTT où $j \in \{1,2,3\}$ = Valorisation économique par lot en € HTT

Vrefj où $j \in \{1,2,3\}$ = Volume de consommation annuel (en MWh) indiqué dans la colonne «Volume de référence par tranche tarifaire » du détail quantitatif estimatif annexé à l'acte d'engagement du marché subséquent, des points de livraison par domaine de tension d'alimentation et par poste horosaisonnier déterminée conformément à l'article 11.1.2 du CCAP (étant entendu qu'un volume de consommation Vrefj peut être nulle pour un poste non présent au bordereau du prix et au détail quantitatif estimatif d'un lot). Chaque volume par tranche tarifaire a été retranché de 10% pour prendre en compte les garanties d'origine.

PF(i)j où $j \in \{1,2,3\}$ = Prix de Fourniture annuel (en €HTT/MWh) s'appliquant au point de livraison appartenant à un même domaine de tension d'alimentation et par poste horosaisonnier déterminée conformément à l'article 11.1.2 du CCAP.

PGj où $j \in \{1,2,3\}$ = Prix unitaire (en €HTT/MWh) lié au surcoût pour une fourniture certifiée par garantie d'origine, indiqué dans le bordereau des prix unitaires (numéro de prix 19). Le volume de référence pris en compte représente 10% du volume global du lot j. Ce volume est indicatif et ne contraint en rien les membres du groupement à consommer des garanties d'origines.

Valeur technique : 10 %

La note de la valeur technique au stade de l'accord-cadre sera reprise pour le marché subséquent.

Les offres seront analysées lot par lot. Les candidats ne peuvent présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

En cas d'égalité lors de la comparaison des offres d'un Marché Subséquent, ledit marché sera attribué au Titulaire de l'accord-cadre ayant reçu la meilleure note lors de l'analyse des offres de l'accord-cadre.

Le Coordonnateur pourra déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent infructueuse sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les Titulaires.

La durée de validité des offres remises au stade des marchés subséquents sera de deux heures.

Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

7.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

<p style="text-align: center;">Accord-cadre «Fourniture et acheminement d'électricité sur le périmètre de la région Bourgogne» Groupeement de commandes</p> <p style="text-align: center;">NE PAS OUVRIR</p> <p>Candidat :</p> <p>Lot n°</p>
--

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

SIEEEN
7-8 place de la République
CS 10 042
58 027 NEVERS CEDEX
Tel : 03.86.59.76.90
Télécopie : 03.86.59.76.90

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les **Pièces de la candidature** et les **Pièces de l'offre** dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

7.2 – Transmission électronique

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les soumissionnaires souhaitant répondre sous forme dématérialisée devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip
- Portable Document Format .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la

visionneuse de Microsoft....)

- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, ...

En cas de format différent, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Modalités d'envoi des propositions dématérialisées :

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site web <http://www.sieeen.fr>.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidatures et les offres dématérialisées transmises par voie électronique sont signées au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être :

- soit conformes au référentiel général de sécurité (RGS),
- soit conformes à des conditions de sécurité équivalentes au RGS,
- soit référencés sur la liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'État (Cf. : <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats/>)

Conformément à l'arrêté du 15 juin 2012, le soumissionnaire pourra utiliser l'outil de signature de son choix sous réserve de transmettre gratuitement les moyens nécessaires à la vérification de la validité de la signature et de son certificat ainsi que de l'intégrité des documents.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du code civil, qui entre les parties a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le soumissionnaire veillera à porter une attention particulière à la qualité du détenteur du certificat de signature électronique qui signe les documents transmis par voie dématérialisée, celui-ci devant être dûment habilité à engager la société.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme ou devra renoncer à déposer son pli de façon électronique.

Toute opération effectuée sur le site <http://www.sieeen.fr> sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficultés pour télécharger les documents et/ou remettre l'offre sur la plate-forme, les candidats pourront s'adresser par courriel à l'adresse suivante :

courriel : sieeen@sieeen.fr

ou par téléphone à la hotline : Tel : 0386597690

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir

jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou papier envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté
- si la candidature ou l'offre informatique n'est pas parvenue dans les délais,
- si la candidature ou l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.e-bourgogne.fr>. Il est à préciser que le choix du mode de transmission est irréversible, l'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée.

Par contre, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles, tels XLS, DOC, PDF, JPG, PPT...

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française () ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Article 8 : Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Renseignements administratifs :

Julien LECLERCQ
Secrétariat Général
Tel : 03.86.59.76.90
Télécopie : 03.86.59.76.99
Courriel : julien.leclercq@sieeen.fr

Renseignements techniques :

Jérémy FOURAGE
Service Patrimoine et Energies
Tel : 03.86.59.76.90
Télécopie : 03.86.59.76.99
Courriel : jeremie.fourage@sieeen.fr

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 10 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 9 : Procédures de recours

Concernant la présente consultation, les éléments relatifs aux procédures de recours sont les suivants :

- Recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée ;
- Référé précontractuel : le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un référé précontractuel contre la présente procédure de passation avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel : le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou, en l'absence d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de conclusion du contrat ;
- Recours pour excès de pouvoir : dans l'hypothèse d'une déclaration d'infructuosité ou d'une déclaration sans suite de la procédure, le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un recours en excès de pouvoir contre cette décision dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de ladite décision ;
- Recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE annonçant la conclusion du contrat. Le recours en excès de pouvoir contre les actes préalables détachables du contrat n'est plus ouvert à compter de la conclusion (notification) du contrat.

Instance chargée des recours :

Tribunal Administratif de Dijon
22 rue d'Assas - BP 61 616
21 016 DIJON CEDEX
Tél : 03.80.73.91.00 - Fax : 03.80.73.91.34
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr